

Forum-débat du 14 janvier 2013

Les IDées.fr

La place des idées et des valeurs du centre-droit dans la vie politique française

Invité : Jean-Louis Borloo
Président de l'Union des Démocrates et Indépendants

Notice biographique :

Jean Louis Borloo est fondateur et président de l'UDI depuis le 18 septembre 2012.

Il est élu député de la 21^{ème} circonscription du Nord de 1993 à 2007, réélu en 2010 et en 2012.

Il est également président du Parti Radical depuis 2007.

- **Formation** : licences de philosophie et de droit à la Sorbonne puis d'histoire et de sciences économiques à Nanterre, puis Institut Supérieur des affaires et Université de Manchester.
- **Il devient avocat au début des années 80 et fonde le cabinet Borloo et Associés.**

- **Fonctions gouvernementales :**

Jean-Louis Borloo rejoint l'UMP en 2002. Il participe à tous les gouvernements de 2002 à 2010.

- **Gouvernements Raffarin**

mai 2002 - mars 2004 : **ministre délégué à la Ville et à la Rénovation urbaine**

mars 2004 - mai 2005 : **ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale**. Le 30 juin 2004, il présente au conseil des ministres son plan de cohésion sociale.

- **Gouvernement Villepin**

juin 2005 - mai 2007 : **ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement**. En février 2006, il instaure le chèque emploi service universel.

- **Gouvernements Fillon**

mai 2007 - juin 2007 : **ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi**

juin 2007 - juin 2009 : ministre d'État, **ministre de l'Écologie, de l'Énergie**, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire.

juin 2009 – nov 2010 : ministre d'État, **ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer**, en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat.

- **Mandats européens, nationaux et locaux**

- De mars 1989 à mars 2008, il est maire de Valenciennes. Lors de son élection en 1989 il fait basculer une municipalité PCF. Il s'appuie sur l'équipe de football pour booster l'image d'une ville en pleine désindustrialisation, et réussit l'implantation de l'usine Toyota en 1997.
- De 1989 à 1992, il siège au Parlement européen sur la liste UDF de Simone Weill
- Il est élu député pour la 1ère fois en 1993 sous la bannière Divers Droite.
- De mars 1992 à octobre 1993, il est conseiller régional du Nord Pas de Calais
- De mars 2001 à mars 2008, il est président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole

Depuis le 19 juin 2012, il est Président du groupe parlementaire UDI. Le 18 septembre 2012, il lance un parti de centre-droit du même nom que son groupe parlementaire, l'Union des démocrates et indépendants, qui fédère sept formations politiques.

Compte-rendu de l'intervention de Jean-Louis Borloo :

Jean-Louis Borloo salue le rôle de Louis Giscard d'Estaing dans la réflexion sur les idées de centre-droit, ayant conduit à la genèse de l'UDI.

I. Le paysage politique en France aujourd'hui : le besoin de centre-droit

Déclin de la droite bonapartiste

Dans les 15-20 dernières années, une lame de fond a balayé dans les campagnes la droite française, en l'absence de centre-droit. Des régions entières (Grand Ouest, Nord Pas-de-Calais, Sud Ouest) ont basculé à gauche parce que cette tendance n'était pas visible pour la population. La perte du Sénat fut spectaculaire à cet égard.

Une partie de la société française est ouverte sur le monde, sur l'autre, encline au progrès. La droite repliée sur elle-même n'est pas en phase avec cette partie de la société française.

A droite, qu'est-ce qui distingue l'UMP du FN ? Le FN a quitté la dénonciation de l'immigré pour aller vers la dénonciation de l'euro, plus acceptable en apparence.

Nouveau conservatisme de gauche

La gauche non marxiste, supposée répondre au progrès, **est devenue « le conservatisme », en incarnant la gauche des droits acquis et non pas des devoirs assumés.**

Arnaud Montebourg et Jean-Luc Mélenchon se rejoignent sur un protectionnisme attirant à court terme mais peu porteur pour l'avenir de notre économie.

Besoin de centre-droit : errements et reconstruction

Toute une partie de la société française ne se sentait pas représentée. Cette tendance est néanmoins majoritaire dans la sensibilité des Français, et la plus proche des réponses à leurs inquiétudes.

Entre la doctrine socialiste et marxiste, selon laquelle tout épanouissement personnel passe par le collectif d'une part, et le corpus idéologique des partis bonapartistes d'autre part, beaucoup de Français se sont faits eux-mêmes : démocrates, indépendants, décentralisateurs européens...

⇒ Le défi est de rebâtir une force politique de citoyens indépendants culturellement, mais organisée, avec un leadership, une doctrine, une organisation : comment fédérer le monde MPR, ouvriériste urbain et le CNIP (indépendants et paysans), les anciens ennemis que sont les démocrates chrétiens et les radicaux ?

Le socle commun du centre-droit :

- **Humanisme**
- **Responsabilité individuelle**
- **Ouverture sur l'Europe et sur le monde**

L'expérience récente de la destruction du centre a rendu la chose plus complexe : un candidat ne s'affichant ni au centre-droit, ni au centre-gauche, a entretenu le **fantasme de la réconciliation**

générale, qui a fasciné la presse mais n'était qu'une escroquerie politique : « Votez pour moi, je vous dirai ensuite ce que je ferai et avec qui je gouvernerai ».

La Ve République, comme toutes les grandes démocraties, a besoin de coalitions, sous peine d'être inopérante. Il a donc fallu attendre la fin de cette expérience qui a détruit la famille politique pour **rebâtir le centre-droit, la droite progressiste**.

II. Un projet pour le centre-droit : enjeux et méthode

Aujourd'hui la distinction majeure, la véritable dichotomie dans le corps électoral français n'est donc pas tant entre droite et gauche qu'entre progressistes et conservateurs. Dans un monde qui bouge à une vitesse tout à fait spectaculaire, et où l'information est instantanée, nous avons besoin d'une société progressiste, mais fondée sur des repères très puissants. **Le centre-droit est l'alliance du progrès et des repères**.

⇒ Challenge : fédérer des indépendants, construire une discipline de vote, faire émerger des compromis, bâtir un projet pour en finir avec l'idée selon laquelle le centre-droit, lieu de l'indécision, ne saurait pas où est sa maison.

Alliance avec la droite nécessaire mais non suffisante

Il y a toujours eu de la part de la droite centralisée, jacobine, bonapartiste une forme de condescendance à l'égard de ce centre droit qui serait hésitant sur ses alliances, et mou dans ses décisions et ses convictions.

La droite bonapartiste est très clairement l'alliée du centre-droit, mais il s'en distingue en cela qu'elle tend à flatter les peurs, et l'idée que le Progrès est quelque chose de dangereux.

La droite n'est pas fondamentalement européenne. Pour porter un projet de progrès, les troupes régulières bonapartistes sont nécessaires mais non suffisantes.

Progrès économique et social

Ecologie : on peut condamner tout progrès et souhaiter la décroissance, ou à l'inverse développer une économie visant le progrès économique et social mais respectueuse de ressources limitées, sans peurs ni crispations. Le combat de compétitivité entre les économies se joue aussi sur ces sujets.

Les indépendants mettent en valeur les réalités et les réussites individuelles. L'UDF a porté de grands progrès sociétaux dans la France de l'après 68 : droits des femmes, libertés, immigration...

Combattre l'émiettement français

La France moderne, présentée comme un pays centralisé, est en fait émiettée. Nous sommes jacobins dans la culture, mais très peu centralisés dans l'action. Aucun pays européen ne fonctionne sur un tel mille-feuille administratif, et dans le même temps une décision publique peut souvent être prise sans être soumise au débat démocratique.

Politiques publiques : du bon usage du paritarisme

Aucun pays n'a en Europe des grands flux publics qui sont à ce point soustraits au débat démocratique.

Budget de l'Etat, soumis au débat démocratique : 350 milliards d'euros.

Budget des collectivités locales, soumis au débat démocratique local mais pas général : 280 milliards

Flux du paritarisme, soumis à aucun débat ni local ni national : 685 milliards d'euros

- ⇒ Une des difficultés de notre pays consiste à organiser le nouveau contrat social sachant que les deux tiers des flux du contrat social échappent complètement au débat démocratique, évitant ainsi de redéfinir de véritables choix de société.

Logement : la France est le pays qui a une des densités de population les plus faibles d'Europe, le plus d'argent public dépensé pour le logement et la plus grande crise du logement depuis 30 ans. L'Union Sociale pour le logement gère pourtant 4,6 millions de logements et a 50 milliards de fonds propres et dont on ne débat jamais ni des objectifs, ni des moyens, ni du fonctionnement.

Formation professionnelle, alternance : 150 000 jeunes sortent aujourd'hui du système scolaire sans formation. Nous avons le plus grand retard de formation professionnelle (notamment en matière d'alternance) de l'OCDE, et nous n'avons aucune vision globale des politiques publiques de la formation. Qui pilote ces organismes clés ? Pourquoi ne fonctionnent-ils pas mieux ?

Nous devons avancer vers la co-gestion et non la gestion exclusive du paritarisme.

Enjeux et opportunités du XXIe siècle

Un sondage dans les classes moyennes chinoises indiquait que le pays où ils aimeraient le plus vivre après la Chine était la France : **nous restons donc un pays attractif**. L'objectif est de permettre aux jeunes Français d'être en phase avec le monde de demain, tout en étant attentif aux plus faibles.

Il s'agit de reposer les enjeux en fonction de nos moyens. La construction européenne nécessite une masse critique européenne, sur tous les sujets : recherche, infrastructures, Afrique... La Chinafrique est en train d'advenir dans un des plus grands lieux de croissance, aux portes de l'Europe.

La politique énergétique est le premier sujet pour le XXIe siècle, tant pour la mutation du modèle européen que pour l'équipement de l'Afrique. Avec seulement 23% d'accès à l'énergie, l'Afrique a une croissance de 5%. Elle pourrait atteindre 25% de croissance avec 100% d'équipement !

Méthode de gouvernance : développer la concertation

Le rapport entre société civile, vision politique et action publique est un sujet majeur pour les années qui viennent. Il faut organiser le débat, ce qui ne relève pas du spontanéisme. L'UDI met la moitié de son budget dans un outil interactif sur internet, et chaque responsable d'un des 30-40 sujets alimente un débat avec les militants tous les deux mois.

Sur le projet de loi « Mariage pour tous », la manifestation du 13 janvier dénote un sentiment de perte de contrôle. Le gouvernement, sur des sujets qui touchent à ce point à l'éthique et aux valeurs, aurait dû constituer un groupe de travail pluraliste, comme ce fut le cas pour la Loi LEONETTI, afin de prendre en compte les différents enjeux : clore la période des blessures pour les personnes homosexuelles, adresser un message fraternel même au-delà du nécessaire pour conjurer cette histoire, et conserver les repères fondamentaux constitutifs de la société dans laquelle nous souhaitons vivre.